



## SOMMAIRE

## Pages

## Point 9 de l'ordre du jour :

## Discussion générale (suite)

Discours de M. Facio (Costa Rica) .....	233
Discours de M. Usher (Côte d'Ivoire) .....	238
Discours de M. Malile (Albanie) .....	242
Discours de M. Naffah (Liban) .....	247

**Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA**  
(Algérie).

## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

## Discussion générale (suite)

1. M. FACIO (Costa Rica) [*interprétation de l'espagnol*] : Permettez-moi, Monsieur le Président, de joindre les félicitations de la délégation du Costa Rica à celles, nombreuses, que vous avez reçues pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale. Je souhaite que votre présidence soit couronnée du même succès que celle de votre prédécesseur. C'est avec un orgueil de Latino-Américain que j'ai entendu les participants à la vingt-huitième session se féliciter de la manière extrêmement heureuse dont M. Leopoldo Benites avait dirigé les débats. Il a été un Président plein d'imagination, objectif, sans fanatisme, et jamais ses vues politiques ne l'ont fait s'écarter d'une application rigoureuse de la Charte et du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

2. Le Costa Rica, pays de l'Amérique centrale, a ressenti profondément le drame que vit la République sœur du Honduras. Le Ministre des affaires étrangères du Honduras, mon excellent ami César Batres, parlant au nom de son pays si éprouvé, a décrit en cette assemblée, le 25 septembre [2242<sup>e</sup> séance], comment la fureur de la nature avait fauché des milliers de vies humaines, semant la douleur en terre hondurienne. Les dégâts matériels et la dévastation économique ont été tels que le peuple du Honduras ne saurait, seul, y porter remède.

3. Aussi est-il indispensable qu'un généreux effort d'aide internationale soit consenti; notre organisation en a pris l'initiative au nom de la communauté internationale, de même que beaucoup de ses membres à titre individuel. Nous sommes profondément sensibles à cette manifestation de solidarité envers nos frères du Honduras. Nous lançons un appel pour que l'on redouble d'efforts afin d'entreprendre le redressement de l'économie hondurienne complètement détruite par l'ouragan Fifi.

4. Le Costa Rica a été la première nation de l'Amérique latine à reconnaître l'Etat du Bangladesh. Depuis

1972, nous appuyons son admission aux Nations Unies. Le 10 juin dernier, ma délégation a eu le plaisir de voter à la 1776<sup>e</sup> séance du Conseil de sécurité en faveur de la résolution qui recommandait l'admission du Bangladesh à l'ONU. Rien d'étonnant donc à ce que, maintenant que les représentants de ce pays ont pris place parmi nous, le Costa Rica leur souhaite la plus chaleureuse bienvenue.

5. Nous reconnaissons avec plaisir que l'entrée du Bangladesh est la conséquence d'une amélioration de la situation dans le sous-continent asiatique due à la sagacité et à l'esprit de paix des trois gouvernements engagés au conflit de 1971 : l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh. La manière dont ils ont su résoudre un conflit aussi sanglant qu'ancien devrait servir d'exemple sous d'autres latitudes.

6. Nos éloges vont également au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui a veillé avec diligence à la mise en œuvre de l'Accord de New Delhi du 28 août 1973, qui prévoit le rapatriement des Bengalis du Pakistan et des Pakistanais du Bangladesh. Comme l'a écrit le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport "Plus de 241 000 personnes ont été transportées à travers le sous-continent au cours de cette opération, qui a été décrite comme le plus important transfert aérien d'êtres humains qui ait jamais été organisé" [A/9601/Add.1, p. 7].

7. La liquidation progressive avisée du colonialisme britannique dans les Antilles nous permet également aujourd'hui de souhaiter la bienvenue à un nouvel Etat américain, la Grenade. Nous souhaitons à cette jeune nation antillaise tous les succès, et nous espérons conserver avec elle d'étroites relations tant sur le plan bilatéral que dans le contexte du groupe des Etats d'Amérique latine des Nations Unies.

8. L'indépendance de la Guinée-Bissau et son entrée aux Nations Unies ont une grande importance dans la longue lutte menée contre le colonialisme. C'est le commencement de la fin de l'empire colonial portugais en Afrique. Nous devons ce résultat autant à la lutte héroïque du peuple de Guinée-Bissau pour l'autodétermination qu'à la révolution libératrice du peuple portugais lui-même. Le 25 avril 1974 a pris fin au Portugal un régime de dictature qui prétendait étouffer dans le sang toute manifestation libératrice des Portugais de la métropole et des habitants des colonies.

9. C'est avec émotion que nous avons écouté ici même la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Portugal, M. Mario Soares, qui a dit, entre autres :

"... j'ai la joie de représenter un Portugal nouveau, sans aucun rapport avec celui qui fut si souvent condamné par les Nations Unies..."

“Ce Portugal rénové a cessé d'être un pays hostile ou rénitent à l'égard de l'ONU, refusant constamment d'accomplir les devoirs qui lui incombent; ...”.

L'Assemblée générale a chaleureusement applaudi le Ministre Soares lorsqu'il a déclaré, avec une sincérité évidente :

“Je me sens particulièrement honoré d'avoir pu participer personnellement au processus de décolonisation de la Guinée-Bissau... Il est toutefois douloureux — et je l'affirme avec un sentiment d'angoisse — que ce processus de décolonisation si tardif ait laissé derrière lui une longue guerre inutile au cours de laquelle tant de jeunes des deux patries sont morts ou ont cruellement souffert dans leur chair.” [2239<sup>e</sup> séance, par. 95, 96 et 102].

10. Je souhaite une chaleureuse bienvenue aux représentants de la Guinée-Bissau et j'exprime l'espoir que très bientôt, avec la collaboration du Portugal rénové, nous pourrions bientôt accueillir dans notre organisation les Etats qui naîtront de ce qui étaient les colonies portugaises du Mozambique, de l'Angola et des îles du Cap-Vert.

11. Bien entendu, le Costa Rica ne borne pas ses aspirations à la décolonisation des territoires portugais d'outre-mer. Fidèle à sa tradition anticolonialiste, mon pays appuyera fermement tous les efforts tentés pour accorder le droit à l'autodétermination à tous les peuples encore soumis à la domination coloniale sous une forme ou sous une autre, où que ce soit dans le monde.

12. Ma délégation est de l'avis du représentant du Brésil, M. Antonio Azeredo da Silveira, qui, ouvrant la discussion générale, a déclaré que, pour important que soit l'appui accordé aux peuples qui luttent pour leur émancipation, c'est l'action menée contre les gouvernements métropolitains pour les amener à renoncer à leur politique de domination qui comptait le plus, comme ce fut le cas pour le Portugal. Il a dit :

“Pour le Gouvernement brésilien, le défi auquel font face ceux qui, en toute sincérité, désirent voir le monde se libérer de la marque du colonialisme est celui de l'efficacité. L'important n'est pas de vilipender le passé colonisateur, mais d'aider à construire l'avenir des nations libres” [2238<sup>e</sup> séance, par. 15].

13. Le Costa Rica est membre de la Commission de vérification des pouvoirs. Etant donné que cette commission a cherché à élargir le cadre de son mandat, je crois bon d'exposer la manière dont ma délégation entend ses obligations. L'article 27 du règlement intérieur de l'Assemblée générale est ainsi conçu :

“Les pouvoirs des représentants et les noms des membres d'une délégation sont communiqués au Secrétaire général, si possible au moins une semaine avant l'ouverture de la session. Les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'Etat ou du chef du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères.”

14. Pendant la vingt-cinquième session, on avait demandé au Conseiller juridique de l'Organisation son avis sur la portée de cet article. Ainsi consulté, le Conseiller juridique avait fait la déclaration suivante :

“Les lettres de créance à l'Assemblée générale peuvent donc être définies comme un document émanant soit du chef de l'Etat ou du chef du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, présenté au Secrétaire général et désignant les personnes habilitées à représenter cet Etat Membre à une session donnée à l'Assemblée générale. Contrairement à ce qui se passe pour l'acceptation des pouvoirs dans les relations bilatérales, la question de la reconnaissance du gouvernement d'un Etat Membre n'est pas soulevée, et les questions de fond concernant le statut des gouvernements ne se posent pas...”.

15. Ma délégation fait sienne l'opinion du Conseiller juridique. Elle est conforme à l'usage universel touchant la compétence accordée à la Commission de vérification des pouvoirs de tout organisme ou conférence internationale. Nous acceptons également la compétence que l'article 28 du règlement intérieur de l'Assemblée générale accorde à la Commission de vérification des pouvoirs, dont la seule fonction se limite à la tâche presque mécanique d'établir que les pouvoirs qui accréditent les représentants à une session de l'Assemblée générale ont été légalement délivrés par le chef d'Etat ou de gouvernement ou par le ministre des affaires étrangères de l'Etat Membre intéressé.

16. Il n'appartient en rien à la Commission de décider si le gouvernement qui délivre les pouvoirs est ou non le représentant légitime du peuple de l'Etat Membre. Lui attribuer ces fonctions par voie d'interprétation serait se moquer de façon hardie de la casuistique juridique et, en outre, représenterait une violation flagrante du principe de la non-intervention consacré par le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies.

17. Ni l'Assemblée générale, ni le Conseil de sécurité ne sont habilités à émettre un jugement sur le gouvernement qui exerce le pouvoir dans un Etat Membre, qu'il s'agisse d'un pouvoir *de jure* ou *de facto*, parce que ce serait là une intervention dans des affaires qui relèvent essentiellement de la juridiction intérieure des Etats. On peut imaginer la situation chaotique qui serait créée si nous en venions à débattre la légitimité des gouvernements de chacun des Etats Membres.

18. On ne saurait encore moins recourir à l'expédient qui consiste à repousser les pouvoirs du représentant du gouvernement d'un Etat Membre comme moyen d'empêcher la participation de ce gouvernement — qui peut ne pas plaire à la majorité — à l'Assemblée générale et dans d'autres organes des Nations Unies. En effet, en ne permettant pas la participation de ce gouvernement, à l'égard duquel la majorité éprouve de la répulsion, mais qui est celui qui exerce le pouvoir dans ce même Etat Membre, on en viendrait, en fait, à exclure cet Etat de sa participation à l'Organisation.

19. Conformément à l'Article 6 de la Charte, il est possible d'expulser un Etat Membre qui s'est rendu coupable de violations répétées des principes de la Charte. Mais cette décision ne peut être prise par la Commission de vérification des pouvoirs ni directement, ni indirectement. Cette décision d'une immense

gravité ne peut être prise que par l'Assemblée générale par un vote à la majorité des deux tiers de ses membres, et cela après seulement que le Conseil de sécurité en aura fait la recommandation.

20. Compte tenu de ce qui précède, le Costa Rica s'opposera à ce que, au cours de l'examen des pouvoirs des représentants à l'Assemblée générale, la Commission de vérification des pouvoirs dépasse d'un millimètre ses attributions précises qui sont, je le répète, de décider si le document par lequel a été communiqué au Secrétaire général le nom des personnes autorisées à représenter un Etat Membre pendant une session de l'Assemblée générale — document intitulé "pouvoirs" — a ou non été délivré par le chef d'Etat ou de gouvernement ou par le ministre des affaires étrangères du Membre des Nations Unies.

21. A la vingt-huitième session de l'Assemblée générale [2153<sup>e</sup> séance], le Costa Rica a été élu membre du Conseil de sécurité. Mon pays a accepté en toute humilité cet immense honneur et s'est engagé à s'acquitter dûment des délicates fonctions qui lui avaient été attribuées.

22. En présidant la 1761<sup>e</sup> séance du Conseil le 17 janvier 1974, première séance de cette année, j'ai exposé les vues du Costa Rica à propos de cet organe de pacification des Nations Unies. Après quelque 10 mois de travail au Conseil de sécurité, l'expérience a confirmé ce que je disais alors et m'a apporté des éléments nouveaux de jugement pour faire une brève analyse des questions importantes examinées par cet organe.

23. La Charte des Nations Unies stipule à l'Article 2 le principe de l'égalité souveraine de tous ses Etats Membres. Pourtant, cette égalité n'a pas été maintenue pour la formation du Conseil de sécurité puisque l'on a donné dans cet organe un siège permanent aux cinq principales puissances existant lors de la signature de la Charte à San Francisco. Qui plus est, la validité des décisions importantes dépend du vote favorable de ceux que l'on appelait "les cinq grands".

24. Cela venait du fait que la structure même des Nations Unies reposait sur l'hypothèse politique essentielle de l'harmonie et de la coopération entre les grandes puissances. Puisque le maintien de la paix est l'objectif primordial de notre organisation, son mécanisme de pacification était fondé sur l'hypothèse de l'action conjuguée des "cinq grands". Il suffit donc du désaccord de l'un d'eux — ce que l'on est convenu d'appeler le veto — pour que le mécanisme de pacification soit paralysé.

25. Pour certains, la concentration des pouvoirs aux mains des membres permanents du Conseil implique l'intention d'établir le gouvernement mondial des grandes puissances comme une sorte d'oligarchie internationale. Pour d'autres, la suprématie des grandes puissances est le juste prix que les nations moyennes et petites doivent payer pour obtenir la coopération des nations puissantes de l'Organisation. Le veto est une sorte de soupape de sécurité permettant aux Nations Unies de ne pas prendre des engagements peu réalistes ou qui vont au-delà de leur capacité.

26. Le Costa Rica a soutenu que, quelle que soit la thèse que l'on estime idéale, ce qui est certain c'est que l'Organisation des Nations Unies a été conçue

de telle sorte qu'une action efficace pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales n'est possible, comme nous l'avons dit, que grâce au concours des grandes puissances. Nous pensons que pour modifier cette situation, il faudrait non seulement créer une nouvelle organisation — hypothèse bien difficile — mais encore il serait indispensable de transformer la mentalité et l'esprit des principaux protagonistes de la scène mondiale — hypothèse encore beaucoup plus difficile.

27. En prenant une vue d'ensemble des réalités, nous sommes convaincus que cet objectif n'est pas en ce moment à notre portée. Nous ne sommes pas même convaincus que ce soit le plus approprié. Il est donc préférable, pour cette raison, de nous fonder sur ce que nous pouvons raisonnablement espérer de la politique extérieure des Etats. Sinon, et nous l'avons souvent dit, nous courons le risque d'établir un catalogue de ce qui est souhaitable plutôt que d'édifier sur la base de ce qui est possible.

28. Le Conseil de sécurité a été doté par la Charte d'un immense pouvoir. Ce pouvoir découle de sa compétence pour imposer des mesures coercitives et d'autres mesures qui, sans l'être, comportent des éléments punitifs décidés au nom de toute la communauté internationale.

29. Les décisions du Conseil de caractère coercitif et contraignant deviennent une sorte de sentence judiciaire. Mais cela ne doit pas nous amener à considérer le Conseil comme un organe judiciaire dépourvu de tous les éléments contingents qui caractérisent les décisions politiques.

30. Loin d'aller contre l'autorité du Conseil, sa structure politique est ce qui lui donne toute sa force. Ce qui appuie ses décisions n'est pas l'impartialité des juges; c'est l'engagement des Etats qui le composent de rechercher des formules viables, capables de mettre en harmonie des idées politiques diverses, souvent contraires.

31. Voilà pourquoi la force du Conseil de sécurité ne se manifeste vraiment que lorsqu'on en vient à des décisions. Sa fonction acquiert un sens et une valeur véritable dans la mesure où il s'acquitte des fonctions qui lui sont confiées par la Charte, à savoir : veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Et puisque, pour qu'il arrive à prendre ses décisions, il lui faut avant tout l'accord des cinq grandes puissances, nous voyons confirmé le bien-fondé de notre prémisse, à savoir que l'action pacificatrice du Conseil de sécurité ne peut s'exercer que lorsqu'il existe harmonie et coopération entre les grandes puissances.

32. Il en résulte que, lorsqu'un désaccord entre les membres permanents empêche le Conseil de parvenir à des décisions face à des situations qui menacent la paix et la sécurité internationales, l'existence même du Conseil en tant qu'organe de pacification est profondément affectée. La nature des controverses internationales dont doit connaître le Conseil de sécurité mérite une priorité si haute que l'absence de décision peut être aussi nuisible qu'une décision tardive. Tout retard à mettre en œuvre les solutions possibles entame le prestige du Conseil et porte des coups durs à la cause de la paix.

33. La délégation du Costa Rica au Conseil de sécurité n'a cessé de préconiser une action immédiate face à des situations susceptibles d'affecter la paix et la sécurité internationales. Quels que puissent être les intérêts politiques des Etats qui le constituent, nous avons affirmé que la cause de la paix est une valeur prioritaire et qu'il n'est point justifié de retarder l'examen des questions qui touchent de si près les intérêts vitaux de l'humanité, celles notamment qui sont des facteurs de guerre et de paix. Il faut rechercher un consensus pour agir selon un compromis, une négociation, une transaction.

34. A ceux qui nous disent qu'il est immoral de transiger avec un adversaire idéologique, nous répondons que les problèmes de la guerre et de la paix mettent en jeu la plus haute valeur morale : le respect de la vie humaine. Nous avons donc affirmé au Conseil de sécurité qu'il est plus immoral de fermer la porte à tout dialogue que de négocier avec celui qui a une idéologie différente car, dans la mesure où il y a destruction massive de vies, la guerre est la plus grande immoralité qui soit.

35. Lorsque, en raison des désaccords qui surgissent entre les membres permanents, on a dû retarder des décisions exigeant une action immédiate du Conseil de sécurité, on a pu constater que l'évolution ultérieure des forces en présence dans une controverse rend plus difficiles encore les solutions que pourrait prévoir le Conseil.

36. Dans les divers cas où une situation semblable paralyse l'action pacificatrice, la délégation du Costa Rica a toujours exprimé son inquiétude; car elle est chaque jour plus convaincue que les décisions du Conseil n'ont l'effet souhaité que dans la mesure où l'action arrêtée est rapidement mise à exécution. L'expérience nous a prouvé que tout retard favorise le fait que les forces incontrôlées en présence voient s'approfondir leurs divergences tandis que se déchaînent de nouveaux éléments qui rendent plus dangereuse encore la controverse.

37. Chaque année, la crise du Moyen-Orient occupe une place prépondérante dans les discussions de l'Assemblée. Cela révèle l'importance que l'Organisation internationale accorde au problème et aussi son impuissance à le résoudre.

38. La quatrième guerre arabo-israélienne a éclaté en octobre 1973, alors que l'on abordait les travaux de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale. Grâce à l'effort conjugué de la diplomatie bilatérale et à l'action collective de l'Organisation, on a pu parvenir, tout d'abord, à empêcher le conflit de dégénérer en une nouvelle guerre mondiale et aussi à mettre fin au combat armé entre les belligérants israéliens, égyptiens et syriens.

39. La résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité qui ordonnait un cessez-le-feu et l'amorce de conversations de paix entre les parties, n'a pas été immédiatement appliquée. C'est là un exemple de plus de désobéissance aux décisions du Conseil de sécurité; c'est aussi une chose trop fréquente à notre époque, comme je le disais tout à l'heure. Les hostilités n'ont cessé en réalité que lorsque, grâce à l'action inlassable du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Kissinger, les accords de séparation des forces ont été

conclus entre Israël et l'Egypte, le 19 janvier 1974, et entre Israël et la Syrie, le 31 mai 1974.

40. Ces accords sont importants parce qu'ils ont constitué le premier contact direct entre des belligérants si fermement opposés. Si l'on continue avec décision, on pourra ouvrir une voie à une négociation pacifique de tous les problèmes qui séparent les Arabes des Israéliens.

41. Au début de la discussion générale, le Secrétaire d'Etat, M. Kissinger, a dit devant cette assemblée :

“Ces accords ont été réalisés surtout en raison de la sagesse des dirigeants du Moyen-Orient qui ont décidé qu'il y avait eu assez d'impasses et assez de guerres, qu'il y aurait plus à gagner à se soumettre les uns les autres à l'épreuve de la négociation qu'à se soumettre à l'épreuve du champ de bataille.” [2238<sup>e</sup> séance, par. 59.]

42. Pourtant, aux paragraphes précédents, le Secrétaire d'Etat disait que, bien qu'on avait réalisé le répit d'un cessez-le-feu et de deux accords de dégagement, l'ombre de la guerre persistait. Et il ajoutait :

“L'héritage de haine et de souffrance, le sens de l'inconciliable, ont commencé à céder le pas — certes, avec hésitation — au processus de négociation. Mais nous avons encore une très longue route à parcourir.

“L'une des parties cherche à recouvrer des territoires et à faire rendre justice à un peuple déplacé. L'autre partie recherche la sécurité et à faire reconnaître par ses voisins sa légitimité en tant que nation. En définitive, l'objectif commun de la paix est assurément assez vaste pour se prêter à toutes ces aspirations.” [ibid., par. 56 et 57.]

43. Le cadre général pour l'établissement de la paix dans la région a été fixé en vertu de la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité, qui a donné naissance à la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient, laquelle a commencé ses travaux à Genève au mois de décembre 1973 et, depuis lors, n'a pas fait de grands progrès. Il est encourageant, néanmoins, de rappeler que toutes les parties ont reconnu que les problèmes à traiter sont complexes et qu'il est donc nécessaire d'être patient et de rechercher des éclaircissements permettant de dissiper les doutes avant de s'engager dans des initiatives nouvelles.

44. La communauté internationale peut, toutefois, faciliter ces négociations délicates en créant une atmosphère favorable à la réconciliation. Les récriminations réciproques que l'on entend constamment en cette instance n'aident certes pas à atteindre ce but. Il faut s'efforcer de maintenir l'élan de progrès qui a précédé la signature des accords de séparation des forces. Nous devons lutter pour que la soif de paix et le désir de rechercher des solutions durables, qui sont les conséquences des dévastations causées par le dernier conflit du Moyen-Orient, ne soient pas affaiblis par un débat stérile ni par l'amertume provoquée par l'absence de solutions positives rapides.

45. La communauté internationale pourrait prendre l'initiative de rechercher des formules permettant d'obtenir que les parties en présence et leurs alliés réduisent le ton de leurs attaques verbales réciproques. Par exemple, les moyens de communication



de masse dont disposent les Etats arabes et leurs alliés sont très efficaces pour présenter Israël comme l'ennemi détesté, qui n'a pas le moindre droit d'être présent dans l'ancienne Palestine. Ce genre de propagande peut se transformer en un boomerang qui se retournerait contre les dirigeants mêmes qui se disposeraient à négocier une paix juste. En effet, les peuples enflammés par la campagne permanente que soutiennent leurs moyens de publicité pourraient se refuser à accepter ce que leurs dirigeants, de bonne foi, pourraient leur proposer.

46. Il est évident qu'il existe un vif contraste entre le progrès très lent que la paix a obtenu au cours de l'année écoulée — et qu'il faut maintenir et renforcer à tout prix — et la politique d'hostilité ouverte entre les parties qui se dégage même en cette salle. Costa Rica souhaite vivement que le sentiment de responsabilité qui nous incombe à tous pour ce qui est de la solution du problème du Moyen-Orient, vienne modérer les agressions verbales et écrites dont nous sommes témoins ici, et pousse l'Assemblée à collaborer à la création d'une atmosphère moins hostile entre Arabes et Israéliens, atmosphère que ne favorisera pas, hélas, l'inscription à l'ordre du jour de la question de Palestine, séparée de celle du Moyen-Orient, comme cela a été décidé à la 2236<sup>e</sup> séance. Cela ne signifie certes pas que le Costa Rica soit indifférent au sort de centaines de milliers de réfugiés palestiniens qui cherchent un foyer permanent. A ce propos, je fais miennes les paroles du Ministre des affaires étrangères de l'Uruguay, M. Juan Carlos Blanco, lorsqu'il a parlé de ce problème. [2240<sup>e</sup> séance].

47. Les Nations Unies connaissent les problèmes dont souffre Chypre depuis les premiers jours de son indépendance. La lutte menée par les deux communautés de l'île, l'une d'origine grecque et l'autre d'origine turque, fait l'objet de la plus grande attention de la part de la communauté internationale. Il y a plus de 10 ans que l'on a envoyé à Chypre une Force des Nations Unies pour le maintien de la paix. Une meilleure connaissance du problème chypriote nous a permis de percevoir plus profondément les terribles événements qui ont rompu une paix précaire au mois d'août de cette année.

48. En tant que membre du Conseil de sécurité, le Costa Rica a suivi de très près les événements de Chypre. Lors du déclenchement des hostilités qui ont troublé la paix, nous avons constaté quelque hésitation de la part de certains membres permanents. On a ainsi perdu l'occasion d'exercer une action efficace en faveur de la paix, qui aurait permis d'éviter les hostilités qui se sont ensuite produites.

49. Le Costa Rica a été sensible à la douleur d'une petite nation sans défense qui n'a pas été en mesure de mettre un terme à un conflit provoqué par d'autres nations. Nous avons été profondément émus par les paroles du Président constitutionnel de Chypre, qui a vu la terre de Chypre foulée par les forces étrangères.

50. Les manœuvres d'instigation dues à la maladresse et à la myopie de la dictature militaire grecque — qui, ensuite, a cessé de représenter le peuple grec — pour renverser un gouvernement légitime ont été fortement critiquées par la délégation du Costa Rica. Mon pays,

en effet, n'a jamais accepté qu'un changement quelconque dans la structure du pouvoir d'une nation indépendante et souveraine soit provoqué par l'intervention d'une puissance étrangère.

51. Lorsque l'on a voulu prétendre, au début du conflit chypriote, qu'il s'agissait d'une affaire interne, signifiant ainsi que le Conseil de sécurité ne pouvait en être saisi, le Costa Rica a refusé d'accepter ce point de vue. Il a déclaré que le renversement du président Makarios avait été planifié et mené à terme par des militaires grecs afin de réaliser les folles ambitions de la dictature militaire, qui avait alors la mainmise sur ce pays, berceau de la civilisation occidentale.

52. Le Costa Rica a déclaré que le Conseil de sécurité devait faire en sorte d'éviter que l'on essaie de paralyser ses décisions au cas où "le danger ou la menace se déplace subrepticement du champ de bataille vers un pays et se déguise habilement sous la force d'affaire interne".

53. Plus tard, lorsque l'inertie du Conseil de sécurité a permis l'invasion turque, on a pu se rendre compte que les événements de Chypre non seulement étaient une affaire externe, mais que l'hésitation du Conseil lorsqu'il aurait fallu agir au moment opportun avait été fatale. Lorsque le Conseil s'est enfin décidé à agir à propos d'un problème qui menaçait sérieusement la paix, l'on a adopté, avec notre voix, une résolution [353 (1973)] qui demandait le cessez-le-feu et le retrait de toutes les troupes étrangères du sol chypriote.

54. Ma délégation a suivi très attentivement les événements qui se sont produits à Chypre par la suite. Elle regrette que le cessez-le-feu n'ait pas été appliqué immédiatement et, pis encore, que la partie de la résolution demandant le retrait de toutes les troupes étrangères n'ait pas été, à ce jour, respectée.

55. Le Costa Rica continue d'appuyer les efforts déployés par le Secrétaire général pour rétablir la paix et l'ordre constitutionnel dans la nation chypriote, qui a connu tant de tribulations, et il continuera de faire tout son possible afin que l'on trouve une formule qui, grâce à une coexistence satisfaisante des communautés chypriotes turque et grecque, permette de sauvegarder pleinement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de Chypre.

56. Au cours de l'année écoulée depuis le début de la dernière session de l'Assemblée générale, l'Argentine et l'Amérique latine tout entière ont perdu un grand dirigeant : le président Juan Domingo Perón. Je saisis cette occasion pour rendre hommage à ce grand homme d'Etat, dont l'exemple guidera l'avenir de son peuple dans la recherche de la justice, du développement économique et de la réaffirmation de la souveraineté nationale.

57. Comme l'a dit, en termes éloquents, le Ministre des affaires étrangères de l'Argentine, M. Alberto Vignes, Perón ne sera pas oublié, car la mémoire des grands dirigeants persiste à travers le temps "grâce au maintien de leurs principes et de leurs objectifs" [*ibid.*, par. 60]. Et, ce qui est important pour nous, ici, en cette salle, comme l'a également dit avec émotion et éloquence, M. Vignes, dans son discours du 24 septembre, c'est que : "Ses idées prophétiques ont fait de lui le précurseur d'un universalisme et d'une "troisième position" qui est reconnue aujourd'hui

comme une formule essentielle de la coexistence internationale" [*ibid.*].

58. Le Costa Rica continue de croire aux Nations Unies. Nous pensons que bien que la Charte contienne des dispositions qu'il serait judicieux de rajeunir, l'efficacité essentielle de l'Organisation ne dépend pas de normes juridiques, mais bien de la volonté politique des Etats Membres de vivre conformément à leurs principes et de respecter les résolutions des organes compétents. Voilà pourquoi mon pays, bien qu'il s'agisse d'un petit pays, souhaite donner l'exemple. Le Costa Rica pratique une politique internationale conforme aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies et jamais il n'a manqué de s'acquitter des obligations qui découlent des décisions valables des organes de la communauté internationale.

59. M. USHER (Côte d'Ivoire) : Monsieur le Président, à l'occasion de votre brillante élection au poste prestigieux de président de notre Assemblée générale, qu'il me soit permis de vous transmettre les sincères félicitations du Gouvernement de la République de la Côte d'Ivoire. Nous sommes certains que vous accomplirez la lourde mission qui vient de vous être confiée avec bonheur et succès et que vous mettrez votre riche et grande expérience au service du monde en général et de l'Afrique en particulier, de notre Afrique qui a grand besoin d'une paix véritable et durable.

60. Nous voulons demander à la délégation du Honduras de transmettre les sincères condoléances du Gouvernement de la Côte d'Ivoire au Gouvernement du Honduras pour la catastrophe dont le pays vient d'être victime.

61. Les relations internationales sont caractérisées aujourd'hui par l'insécurité économique. La "guerre de Yom Kippour" a laissé percevoir la manifestation d'un processus qui déborde largement le cadre du conflit pour entraîner sur la politique intérieure et extérieure de nos pays des répercussions très graves qui doivent être maîtrisées.

62. La cause de l'inflation galopante n'est pas seulement dans la hausse des prix de l'énergie mais dans bien des facteurs de l'économie mondiale. Le développement et l'extraordinaire croissance des pays industrialisés d'Europe, d'Amérique et d'Asie reposaient sur les progrès de la science et de la technique, mais aussi sur une fausse illusion qui commence à se dissiper : le prix très bas des matières premières, la faiblesse et la pauvreté des pays producteurs de ces matières. C'est contre cet état de choses que nos pays luttent désormais. Et les pays producteurs de pétrole ont démontré que cette entreprise avait un sens. Certes, c'est bien parce que la conjoncture internationale ne leur laissait aucune autre issue que les pays nantis ont été obligés d'accepter ce qu'ils prétendaient pourtant inacceptable, à savoir l'augmentation importante du prix de la matière première dont ils ne pouvaient se passer : le pétrole.

63. Nous considérons que le succès obtenu par les pays producteurs de l'or noir est aussi le nôtre; mais il faut prendre garde à ce qu'il soit bien coordonné avec nos fragiles économies, afin d'éviter qu'il nous conduise à prendre des positions fausses. Ce succès est un facteur positif dans la lutte pour une meilleure justice économique dans le monde.

64. En effet, sous nos yeux, un fait extrêmement important est en train de se réaliser. Désormais, il y a au moins pour ce produit un renversement des tendances : c'est la fin du marché de l'acheteur et le début de celui du vendeur; c'est ce dernier qui fixe maintenant le prix de sa marchandise et non plus l'acheteur comme cela se pratique encore dans la structure actuelle des échanges internationaux. C'est pour ce nouvel état de choses que nous luttons depuis plus d'une décennie en ce qui concerne tous les produits de base. L'action entreprise par les Etats producteurs de pétrole doit aider à la transformation profonde du système économique mondial actuel qui assure aux pays industrialisés une prospérité en bonne partie fondée sur la détérioration des termes de l'échange, détérioration qui laisse une marge de manœuvre très faible pour notre développement.

65. Les institutions qui caractérisent l'ordre économique en vigueur masquent l'insupportable, parce qu'elles permettent à certains de s'identifier dans la négation des autres. Leur modification et l'établissement de rapports économiques nouveaux sont difficiles à prévoir tant que les pays du tiers monde n'auront pas admis l'indispensable nécessité de l'union et du rassemblement.

66. Mais en attendant et puisque le rapport des forces nous est défavorable, il importe que nous installions à l'intérieur du système actuel des points de chute. Le meilleur et le plus efficace est à nos yeux la création d'associations de producteurs, produit par produit, avec la participation et l'appui sans réserve de toutes les victimes du système économique existant, même si certaines d'entre elles sont à même de fixer maintenant le prix de leurs matières premières; c'est la seule façon qui nous permettra d'investir l'espace économique et sortir enfin de ce rôle de groupuscules économiques rivaux et marginaux pour trouver ensemble une réponse commune et efficace à la question essentielle des produits de base.

67. Certes, nous n'avons pas l'intention de radicaliser nos positions. Cependant, la paupérisation continue de nos pays devient insupportable. Et ce serait une véritable catastrophe si les producteurs de pétrole acceptaient que l'on dissocie leur action de celle de l'ensemble des pays en développement producteurs de matières premières. Il importe donc qu'à la suite du pétrole, produit énergétique et stratégique de première importance, une action identique soit menée en faveur des autres matières premières afin que puisse se développer une politique qui soit le reflet d'une solidarité permanente et renforcée entre pays prolétaires.

68. Cette solidarité doit passer dans les faits. Il est nécessaire pour cela que les pays en développement s'unissent, mais il faut également et surtout que les plus riches d'entre eux restent très près des plus pauvres et des plus démunis, ne négligeant pas l'incidence fondamentale des facteurs politiques de la solidarité.

69. Nous croyons à cet égard que la solution équitable et réaliste pour remettre en ordre l'économie mondiale si fortement perturbée en ce moment est la mise en œuvre de l'étroite coopération préconisée dans le Programme d'action concernant l'instauration

d'un nouvel ordre économique international [*résolution 3202 (S-VI)*].

70. Nous, Membres des Nations Unies, devons reconnaître que les slogans dans nos résolutions, qui masquent souvent nos lacunes, doivent faire place à des méthodes d'approche pragmatique des problèmes, car tous, grands et petits, nous vivons l'aventure économique la plus consternante de notre temps. Ensemble, nous pouvons maîtriser l'économie mondiale, l'inflation galopante, les conséquences de la crise de l'énergie. Au-delà de tout cela, il reste pour chacun une marge qui peut être ouverte à des concessions réciproques, faute de quoi plus d'un de nos responsables aura son sommeil hanté par des cauchemars dus aux cris des peuples qui ont faim.

71. L'avenir politique reste également sombre. En effet, depuis la seconde guerre mondiale, notre planète n'a jamais connu de paix réelle. Aucun des conflits qui secouent le monde n'a trouvé de solution. Ceux, si habiles à faire naître ces conflits, se contentent ensuite de les circonscrire, les régionaliser et les localiser loin de leurs frontières. Au Viet-Nam, à Chypre, en passant par le Moyen-Orient, nous n'avons pu rien faire d'autre que d'aménager l'espace de l'impasse dans laquelle nous nous enfermons de plus en plus.

72. Au Viet-Nam, les hommes continuent de mourir par milliers et la vie demeure insupportable pour tous, par suite de la virulence et de l'intolérance des idéologies irréconciliables qui s'affrontent depuis plus d'un quart de siècle.

73. En Afrique australe, la vie débouche toujours sur une injustice et une indignité morale monstrueuse et la précarité de la paix dans cette partie du monde ne fait point de doute pour personne.

74. Au Moyen-Orient, l'espoir né de la Conférence de la paix de Genève s'évanouit. La situation antérieure, ni guerre ni paix, s'instaure. L'ubiquité des marchands de canons se manifeste à nouveau dans la région. Et les grands se font responsables de l'escalade infernale de la course aux armements. On prétend même pouvoir juguler de cette façon la redoutable inflation qui perturbe actuellement l'économie mondiale.

75. Le Moyen-Orient est une des nombreuses impasses dans lesquelles nous engage la confrontation des grands depuis plus d'un quart de siècle; et, cependant, ils étaient tous d'accord pour proposer et voter la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947, qui a imposé le partage de la Palestine !

76. Mais il y a mieux. Vingt et un ans après, l'un de ces grands, ami des Arabes, déclarait encore, le 18 novembre 1968, à Budapest : "Nous considérons que toute solution acceptable au Moyen-Orient doit inclure la reconnaissance du droit d'Israël à mener une existence nationale indépendante. Cette opinion est également partagée par les Arabes", ajoutait-il.

77. Un an après, en chœur, le 20 septembre 1969, dans une déclaration collective faite au Siège des Nations Unies, ces grandes puissances réaffirmaient "le droit des Etats de la région, de tous les Etats de la région, à l'existence." Et, dans le même temps, on proclamait avec autant de conviction "la reconnaissance du droit légitime du peuple palestinien".

Et tout cet imbroglio est tiré de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, en date du 22 novembre 1967 qui, pour éviter l'éternel droit de veto, a été rédigée avec suffisamment d'équivoque pour permettre autant d'interprétations contradictoires que l'oracle de Delphes.

78. A la vérité, aucune énigme ne subsiste. Ces déclarations sont faites à dessein et au prix des plus grossières contradictions. Nous, en Côte d'Ivoire, nous sommes persuadés que toutes les stratégies de la paix que l'on essaiera d'élaborer seront vouées à l'échec si, laissant de côté les formules fanatiques, elles ne s'appuient sur certains faits qui découlent de l'analyse que nous venons de faire et qui s'imposent.

79. Premièrement, Arabes et Juifs ont cohabité pendant des siècles en Palestine. Même si ces derniers étaient moins nombreux, un fait paraissait évident : chrétiens, juifs et musulmans vivaient en parfaite harmonie, et ensemble ils ont subi l'occupation étrangère.

80. Deuxièmement, il y a eu un vote historique de l'Assemblée générale, mais également un vote à histoires, celui du 29 novembre 1947<sup>3</sup> par lequel a été adopté le rapport de la Commission *ad hoc* chargée de la question palestinienne<sup>4</sup> qui incorporait le rapport de la Sous-Commission I. Cette Sous-Commission comprenait, entre autres, les États-Unis et l'Union soviétique. Il en est résulté un foyer national, un seul, pour les Juifs : Israël. Pourquoi ? Le film des événements, la complexité de la diplomatie d'alors, la dextérité des acteurs de l'époque, amènent la Côte d'Ivoire à renoncer et à ne pas s'épuiser à rechercher des responsabilités.

81. Troisièmement, depuis lors, nous sommes tous mis en prise directe sur la violence rigoureuse et passionnée des hommes qui ont créé ce conflit et sur celle que le conflit, à son tour, a créée. Des guerres intermittentes, de courte durée, mais cruelles et inutiles : 1948, 1956, 1967, 1973, en sont les tristes épisodes. La destruction de l'Etat d'Israël apparaît comme une hypothèse mythique dès lors que les quatre grandes puissances sont unanimes pour garantir l'existence de cet Etat.

82. Quatrièmement, les autres habitants, palestiniens, arabes, musulmans et chrétiens n'ont plus de patrie. Pourtant notre époque s'est bien accommodée de l'existence de pays divisés : les deux Allemagnes, les deux Corées, pour ne citer que ceux-là. Alors, il n'est plus étonnant que la radicalisation du nationalisme palestinien, qui n'est plus à démontrer, se fasse frénétique et incantatoire et que sa lutte soit devenue l'élément déterminant du Moyen-Orient.

83. Cinquièmement, la restitution des territoires occupés par Israël depuis la guerre des six jours ne règlera pas le problème de la paix au Moyen-Orient. Le problème palestinien était antérieur à la guerre des six jours.

84. Sixièmement, le problème, déjà complexe, sera encore plus compliqué si nous continuons à le laisser au niveau de la solidarité de tous les Arabes contre la solidarité de tous les Juifs, y compris ceux de la diaspora dans le monde. D'ailleurs, le problème est plus un problème des grands responsables de la partition qu'un problème israélo-arabe.

85. C'est partant du désir de savoir ce qu'il faut savoir que nous avons relaté ces faits. Mais étant donné que tout s'y enchaîne, que tout y est lié, tout est là, la Côte d'Ivoire fait appel à votre indulgence, à votre sentiment de tolérance, à votre esprit de compréhension, consciente que vous l'êtes tous, vous, en général, les grands en particulier, pour m'entendre exposer la position de mon pays sur ce problème crucial. Pour ce faire, la Côte d'Ivoire s'accrochera à des constantes de sa diplomatie. En agissant ainsi, elle ne cherche ni à plaire, ni à offenser, mais à contribuer de tous ses efforts à la recherche d'une paix juste, équitable et durable dans cette partie du monde chère à toute l'humanité.

86. On dit couramment dans mon pays : "On ne saurait cacher le soleil avec la main". Si donc les Juifs de Palestine ont un foyer national, Israël — et rares sont ceux qui, aujourd'hui, le contestent sérieusement — les autres Palestiniens, chrétiens et musulmans, demeurent sans patrie. Force nous est de reconnaître qu'ils ne sont plus de simples réfugiés : ils constituent une communauté organisée. Et il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient tant que cette communauté ne retrouvera pas sa patrie.

87. Que vous dirai-je, les grands de la terre, sinon que vous devriez avoir l'honnêteté de reconnaître vos erreurs, de les réparer, au lieu de vous y installer comme vous le faites maintenant pour le malheur du monde ?

88. Dans cette région, vous ne vouliez qu'éviter une confrontation chaude entre vous. Votre souci est d'équilibrer ce principe et vos intérêts à chaque phase du développement de la situation. Vos interventions sont fondées plus sur l'opportunité d'un éventuel contrôle de la Méditerranée que motivées par la recherche d'une paix véritable. En effet, affirmer sans cesse le droit légitime des peuples palestiniens sans leur restituer ce droit légitime, c'est délibérément tourner le dos à la paix. Messieurs, faites en sorte que les Palestiniens retrouvent leur part de la Palestine que vous avez soumise à la partition et vous serviriez la paix du monde. Alors, vous créeriez aussi les conditions d'un dialogue fructueux entre Israéliens et Palestiniens et nos vœux pour une coopération féconde entre les cousins ennemis se réaliseront. En-deçà, nous serons tous pris dans un engagement de non-retour qui, en raison du flux et du reflux de la situation, échappera à nos responsabilités.

89. Le même drame, né de la manie de la partition imposée par la politico-psychologie de la puissance, est en train de se jouer dans cette même région avec Chypre. La crise que traverse actuellement la République de Chypre tire son origine d'une crainte que les communautés grecque et turque éprouvent mutuellement : le rattachement de l'île à la Grèce, la partition de l'île et l'intervention à tout moment de l'un quelconque des Etats garants dans les affaires intérieures du pays. Peut-être aurait-on pu, à la place de ces traités dits de garanties, inadmissibles pour un Etat souverain, et qui ajoutent à la confusion, inscrire dans la Constitution chypriote le principe de l'inaliénabilité de tout ou partie du territoire de la République, clause qui figure dans presque toutes nos constitutions.

90. Quoi qu'il en soit, le droit d'intervention que se sont octroyé la Grande-Bretagne, la Turquie et la

Grèce est inacceptable, non seulement pour Chypre, Etat souverain, mais aussi pour les Nations Unies. Il porte atteinte au principe fondamental de la Charte. Utilisé, comme il vient de l'être, il suscitera à l'intérieur une résistance sous forme de guérilla et provoquera, à l'extérieur, des réactions aux conséquences imprévisibles et incalculables, aussi bien pour l'île que pour le monde. Aussi, ne devons-nous pas nous faire complices de ce sentiment de puissance globale que se sent chacun de ces Etats pour imposer à un autre Etat Membre de notre organisation ses règles de vie. Il faut débarasser Chypre de la tunique de Nessus, tunique véritablement mortelle que sont ces traités.

91. Depuis 10 ans, Chypre était stabilisée. L'archevêque Makarios, avec son sens aigu des réalités politiques nationales et internationales, avait su devenir le garant de l'indépendance réelle de l'île. Sur le plan interne, l'objectif louable qu'il poursuivait était l'instauration d'un système d'intégration des deux communautés au sein d'un Etat unitaire, dans lequel des procédures authentiquement démocratiques assureraient, sans discrimination, la sauvegarde pleine et entière des droits individuels. Mais la République de Chypre ne serait-elle pas victime de la redistribution des données de cette complexe partie d'échecs qui se joue dans la Méditerranée ? Devons-nous admettre la nécessité de la violence pour la prise du pouvoir ? Nous ne le pensons pas. Et c'est précisément cela que nous reprochons aux théoriciens de "la violence révolutionnaire nécessaire". Un tel environnement est dangereux et n'offre aucune garantie pour personne.

92. Quant aux instigateurs, acteurs ou complices, pour qui le coup d'Etat est devenu une institution ayant sa propre fin, ils portent une lourde responsabilité dans cette provocation funeste et immorale. Ils ont sur la conscience des milliers de morts innocents et le désespoir de dizaines de milliers de réfugiés.

93. Nous proclamons, une fois de plus, que la force ne doit pas l'emporter et ne doit pas être payante. Dans la douloureuse affaire chypriote, qui nous préoccupe tant, nous pensons que nous devons confier les pouvoirs nécessaires au Secrétaire général pour obtenir l'évacuation des troupes étrangères. Il nous faudra ensuite chercher à concilier deux nécessités : celle du compromis entre les partenaires et celle de la souveraineté, de l'intégrité territoriale de Chypre, faute de quoi nous consoliderons un état d'insurrection permanente, d'où un imbroglio qui repoussera aux calendes grecques la paix dans la région et fera courir un terrible danger à la paix dans le monde.

94. En défendant cette position, nous serons fidèles à notre idéal qui refuse la discrimination sous quelque forme qu'elle se présente. Chypriotes grecs, Chypriotes turcs, chrétiens, musulmans, juifs, noirs, blancs ou jaunes, nous n'accepterons jamais une classification des hommes sur cette base abominable. Il faut aider à la naissance d'un sentiment national pan-chypriote.

95. C'est convaincus de nos positions antiracistes que nous rejetons la politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud et celle du régime illégal de Ian Smith, ainsi que toutes les autres formes de discrimination raciale dans le monde.



96. Le physicien Jean Debieffe a raison, quand il affirme, par des preuves arithmétiques, que le racisme est d'autant plus stupide que nous sommes tous, absolument tous, consanguins. On peut sourire à la démonstration. Les uns, parce que sceptiques, les autres, parce que croyants, considèrent cela comme la vérité de La Palisse, vérité déjà affirmée par les religions révélées. Et pourtant, ce sont ces derniers qui se battent à Chypre, en Irlande, au Moyen-Orient et qui pratiquent, au nom de la religion, l'*apartheid* en Afrique du Sud !

97. L'avenir économique est sombre. L'avenir politique l'est également. Mais une lueur d'espoir apparaît. Le droit à l'autodétermination et à l'indépendance est reconnu aux territoires sous domination portugaise. Ce phénomène est bien différent de ce cas fréquent en politique où le hasard devient finalement réalité. A la 1253<sup>e</sup> séance du Conseil de sécurité, tenue le 8 novembre 1965, la Côte d'Ivoire exprimait sa conviction que les armes ne prévaudraient jamais contre ce que ce vieux de Cabinda a appelé les "*nuevas ideas*".

98. Il nous fallait toucher les fibres sensibles du cœur du Portugal et convaincre sa raison. Quelle nation, si féroce soit-elle, ne pourrait être convertie à la vertu politique et à une humanité raisonnable ? Le droit des peuples à se gouverner est le fondement de toute civilisation et le vent du nationalisme qui souffle en Afrique se retrouve dans cette véritable civilisation. Voilà que, progressivement, du fait de l'action de tous, l'idée de liberté a gagné le Portugal. Celui-ci a eu le mérite de retrouver, fort heureusement, la vérité réaliste en se rapprochant du réel avec nous. C'est pourquoi nous nous félicitons des importantes décisions que vient de prendre le nouveau Gouvernement portugais d'accorder l'indépendance à tous ses territoires. L'Afrique ne cherche ni vengeance, ni revanche. Et cette indépendance permettra au Portugal d'assurer sur notre continent une présence fraternelle, adaptée, acceptée, désirée.

99. Nous célébrons l'indépendance de la Guinée-Bissau, Cette nouvelle nation et celles qui vont accéder à l'indépendance, seront Membres de notre organisation. Elles constituent son avenir et son devenir. Notre concours financier et technique leur sera indispensable pour panser leurs blessures résultant de la guerre et pour s'affirmer comme pays indépendants et viables. Nous proposons à cet effet la création d'un fonds alimenté par des cotisations volontaires versées par les Etats Membres de l'Organisation et par tous les pays qui les ont reconnus et les reconnaîtront. Le précédent a déjà existé et peut être repris en leur faveur.

100. Je ne voudrais pas terminer sans adresser, au nom de mon pays, de très chaleureuses félicitations au vaillant peuple de Guinée-Bissau, à ses valeureux combattants de la liberté, et sans saluer respectueusement et pieusement la mémoire de celui qui a donné sa vie pour la libération de son peuple : Amílcar Cabral.

101. Je m'en voudrais de ne pas rendre un hommage particulier au Président du Sénégal, Léopold Sedar Senghor, qui a utilisé discrètement le dialogue, si décrié, pour parachever la lutte libératrice, confirmant ainsi les vertus du dialogue.

102. Le Portugal nouveau a compris que le temps du colonialisme était révolu. Il s'est montré assez fort pour prendre un nouveau départ. Il mérite, pensons-nous, nos félicitations et nos encouragements.

103. Les colons du Mozambique ont voulu créer un pôle de diversion des énergies décolonisatrices du Portugal. Ils se sont mutinés. Ils ont mitraillé au hasard les quartiers africains en laissant après eux près d'une centaine de morts. Ce scénario est un piège bien connu, lourd de rancœurs et de tragiques réminiscences, qui se retourne toujours contre ses auteurs. Ces colons ne comprennent pas que le phénomène qu'ils subissent ne ressortît point à l'abandon par la métropole de son empire, mais à la force irréprouvable du nationalisme. Rien ne justifiait ce crime de Lourenço Marques, qui les a conduits jusqu'à l'absurde. Les nationalistes ont manifesté autant de sang-froid que de réalisme face à la haine obsessionnelle des colons.

104. Le Frente de Libertação de Moçambique (FRELIMO) préconisait pourtant une nation multiraciale harmonieuse et démocratique. Et il reçut pour toute réponse une des toquades chauvines des petits colons qui font partie des desseins aberrants du colonialisme.

105. Le désastre répété et inéluctable du colonialisme sous toutes ses formes est si éloquent qu'il n'aurait pas été nécessaire de nous attarder à ses ultimes soubresauts s'il n'était significatif de constater que le chauvinisme sourcilieux de ces colons et leur colonialisme frénétique nourri aux fantasmes du passé pouvaient les conduire dans un borborygme sans issue, dans une escalade irréfléchie, un bluff, comme ce fut le cas de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) en Algérie, avec les tristes conséquences d'un exode sans retour. Mais nous faisons confiance à la grande sagesse du FRELIMO, qui ne se laissera pas gagner par une haine dévastatrice.

106. Nous continuerons à magnifier la décolonisation portugaise. L'arrivée du général Spínola apporte d'importantes modifications dans nos rapports avec le Portugal. Nous sommes prêts à établir avec ce pays, désormais ami, des relations diplomatiques.

107. Avant Spínola, de Gaulle, lui aussi, connu dans le processus de la décolonisation de l'Algérie une pareille situation : l'OAS. Hélas, la colonisation bourdonne d'esprits aussi rétrogrades, aussi imbus d'élégance impériale quelque peu fanée, comme celle des colons du Mozambique. De Gaulle a résolu ses problèmes dans l'honneur du grand soldat qui avait le culte de la parole donnée et une vision lucide de l'avenir. Nous notons avec satisfaction la déclaration du Ministre des affaires étrangères de la France relative à l'accession prochaine à l'indépendance de l'archipel des Comores [2238<sup>e</sup> séance], déclaration qui s'inscrit dans les nobles traditions de la France.

108. Les accords de Lusaka ne peuvent et ne doivent pas être remis en cause, et pour ce faire, il faut prendre toutes précautions pour que ces anarchistes, des racistes camouflés — ils foisonnent dans cette région — ne jouent le rôle de termites dans les rouages des institutions nées de Lusaka.

109. Le général Spínola a donné déjà des marques d'une bonne compréhension des objectifs de notre

organisation. Nous avons fait la distinction qui s'impose entre les anciens dirigeants et ceux qui, aujourd'hui, courageusement, se sont engagés résolument sur la voie de la démocratie et de la décolonisation. Nous regardons avec beaucoup de sympathie leurs efforts et nous sommes prêts à les aider, s'il le faut, pour briser les forces obscures qui se manifestent encore chez eux et en Afrique pour faire obstacle à l'accession à l'indépendance du Mozambique, de l'Angola et des îles du Cap-Vert.

110. Les Nations Unies, sans s'enfermer dans un complaisant alibi — affaires intérieures ! — doivent aider le Portugal à écraser les derniers pervers de la colonisation afin qu'ils perdent à jamais leurs ultimes illusions.

111. Malgré les reproches très légitimes contre l'Afrique du Sud, il est néanmoins juste de reconnaître que son refus de se mêler des affaires du Mozambique et de l'Angola, notamment, rend désormais impossible la création d'une nouvelle Rhodésie en Afrique australe. Espérons qu'à partir de l'exemple portugais, l'Afrique du Sud manifestera une égale compréhension à l'égard des Nations Unies et accordera l'indépendance à la Namibie.

112. Monsieur le Président, c'est assurément un symbole que ce soit sous votre présidence — la présidence d'un des valeureux fils de l'Algérie — que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux trouve ainsi son application.

113. Que le Bangladesh et la Grenade acceptent nos chaleureuses félicitations. Puissions-nous, après le Bangladesh, la Grenade et la Guinée-Bissau, voir rapidement le Mozambique, l'Angola, les autres territoires portugais et les Comores prendre la place qui leur revient parmi nous tandis que nous attendons, avec l'impatience que vous savez, le Zimbabwe et la Namibie.

114. M. MALILE (Albanie) : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord, au nom de la délégation albanaise, à vous féliciter chaleureusement pour votre élection unanime au poste de président de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. C'est pour nous une satisfaction particulière que les travaux de la présente session soient dirigés par un représentant de l'Algérie, avec laquelle la République populaire d'Albanie entretient d'étroites relations amicales.

115. C'est la deuxième fois que l'Assemblée générale se réunit cette année. La présente session se tient en un temps où, dans le monde, se sont produits et continuent de se produire de nombreux événements et se posent un certain nombre de problèmes aigus. La délégation albanaise, animée comme toujours de la volonté d'apporter sa modeste contribution au développement positif des travaux de l'Assemblée, désire exprimer les points de vue du Gouvernement de la République populaire d'Albanie sur une série de questions qui, à notre sens, doivent constituer l'objet d'une attention particulière.

116. Les événements de l'année en cours ont fait encore mieux ressortir que le monde traverse un processus de développement rapide et dynamique. Les contradictions fondamentales de notre temps s'exacerbent sans cesse et les nombreux contrastes qui existent entre diverses régions du globe vont sans cesse s'accroissant. La liberté, l'indépendance et la

souveraineté des peuples et des Etats épris de liberté, leur développement et leur progrès, sont soumis à une menace et à un danger constants. La politique d'agression et d'expansion, d'oppression et de violence, de rapine et d'exploitation de l'impérialisme et du social-impérialisme, a pris des proportions encore plus grandes. La course effrénée aux armements, l'accroissement des budgets militaires et les préparatifs de guerre se poursuivent sans interruption. Les mers et les océans se remplissent de flottes et de bases militaires agressives.

117. L'aggravation de la crise économique et financière qui ébranle le monde capitaliste a accru les difficultés de l'économie mondiale et des relations économiques internationales. Les efforts des pays industrialisés pour faire retomber les conséquences de cette crise sur le dos des pays en développement aggravent encore davantage la situation internationale actuelle. La confrontation entre les peuples, les masses travailleuses exploitées des pays qui veulent vivre libres et souverains, d'une part, et les forces impérialistes, en premier lieu les Etats-Unis et l'Union soviétique, d'autre part, s'accroît toujours davantage.

118. Les puissances impérialistes et colonialistes et, en particulier, les deux superpuissances, appellent les peuples à ouvrir leurs portes, à permettre leur pénétration politique et économique, car cela contribuerait prétendument à réaliser l'harmonie entre les nations et les Etats, à promouvoir les progrès de l'humanité. Elles veulent conserver pour elles-mêmes des positions privilégiées et demandent que les peuples et les Etats indépendants renoncent à leur droit à l'égalité et à la souveraineté dans les relations internationales. Les deux superpuissances s'en prennent, en fait, à la souveraineté nationale en l'identifiant avec le nationalisme étroit. Bref, elles veulent que les autres admettent que le monde ne peut trouver la tranquillité que s'il est dominé par elles.

119. Les Etats-Unis et l'Union soviétique spéculent beaucoup sur les mots d'ordre de la "paix", de "l'interdépendance inévitable des Etats", de "la nécessité d'éviter les secousses dans l'équilibre mondial", de "la coexistence pacifique" ou de "la détente générale". Ils répandent aujourd'hui les conceptions selon lesquelles les peuples et les Etats épris de liberté, les pays en développement, ne peuvent se passer d'eux, de leurs aides, de leurs crédits, de leurs cadres et de leur technologie, que ces pays ne sont pas en mesure de mettre en valeur utilement et indépendamment leurs ressources naturelles. Ils vont même jusqu'à les menacer de leur couper ces "aides", ces "crédits", de leur couper les approvisionnements en machines; ils les menacent de la faim et de la pauvreté.

120. Le dirigeant du peuple albanais, le camarade Enver Hoxha, a dit : "Les deux superpuissances, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, qui préparent la guerre chaude, cherchent, par leurs prétendues "aides généreuses" à asservir les autres, à les placer sous leurs griffes économiques et politiques, à les intégrer dans leurs zones d'influence et à les coloniser."

121. Les peuples comprennent toujours mieux les visées hégémonistes des deux superpuissances et ils

s'opposent résolument à leurs pratiques néo-colonialistes. Ils sont déterminés à renforcer et à défendre leurs droits souverains. Chaque jour, ils tiennent tête courageusement aux pressions et aux chantages et ils progressent dans leur développement indépendant.

122. La sécurité et la sauvegarde de l'indépendance et de la pleine souveraineté nationales sont des facteurs indispensables du progrès de chaque nation et de chaque Etat et de l'instauration d'une paix et d'une stabilité véritables dans le monde. Les événements montrent que, dans les conditions actuelles, tous sont atteints, dans une mesure plus ou moins grande, par la politique agressive hégémoniste des deux superpuissances. Il n'est pas de pays ou de région dans le monde qui ne ressente les effets de la menace, du chantage et de l'intervention des Etats-Unis et de l'Union soviétique, des conflits et des marchandages entre eux. L'existence d'alliances militaires agressives et de blocs économiques fermés et la participation à ces alliances et à ces blocs, l'établissement de bases militaires et de troupes étrangères sur les territoires d'autre pays, les manœuvres militaires près des frontières d'autres Etats, des accords léonins, etc., portent gravement atteinte à la souveraineté de nombreux Etats. Aussi la lutte pour la défense et le renforcement de la souveraineté nationale prend-elle une importance primordiale. Elle est devenue aujourd'hui une cause commune de tous les peuples et de tous les pays épris de liberté.

123. Les succès qu'un bon nombre de pays ont obtenus dans la réalisation de leurs droits dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et l'hégémonie, témoignent que chaque peuple, même petit, peut, quand il est résolu à défendre ses intérêts nationaux, tenir tête aux ennemis de sa liberté et de son indépendance, si grands et si puissants soient-ils, et les vaincre.

124. Les peuples d'Indochine demeurent résolus dans leur juste lutte contre les agresseurs impérialistes américains. Les peuples arabes ont montré, sur le champ de bataille, qu'ils sont en mesure d'avoir raison de l'agression impérialiste-sioniste et qu'ils ont les forces et les moyens nécessaires pour rétablir eux-mêmes leurs droits. La lutte des peuples africains contre le colonialisme, le néo-colonialisme et la discrimination raciale connaît un regain d'ardeur. Les pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont devenus une force importante et jouent un rôle actif dans l'arène internationale. En Europe également, et dans d'autres régions du monde, un certain nombre de pays se sont dressés avec une force accrue contre la politique du diktat et d'intervention dans leurs affaires intérieures.

125. La sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème du développement et des matières premières, les travaux de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Caracas, et de celle de la Conférence mondiale sur la population, tenue à Bucarest, étaient une nouvelle expression des efforts résolus de nombreux pays, et en particulier de ceux en développement, pour défendre leurs droits souverains, pour affirmer leurs droits légitimes dans les mers et les océans, pour devenir les véritables maîtres de leurs ressources naturelles et pour les mettre au service de

leur développement et de leur progrès, ainsi que pour résoudre eux-mêmes les problèmes de l'élévation du bien-être matériel et culturel de leurs peuples.

126. Nous apprécions hautement le ferme appui que la République populaire de Chine, puissant Etat socialiste, prête à la lutte de libération des peuples contre le colonialisme et le néo-colonialisme et aux efforts de divers pays pour la défense et le renforcement de l'indépendance nationale, ainsi que la précieuse contribution qu'elle apporte en faveur de la cause de la paix et de la stabilité en Asie et dans le monde. Poursuivant une politique étrangère de principe, la grande Chine populaire est devenue un facteur positif important dans l'évolution mondiale actuelle et un adversaire résolu de la politique d'hégémonie des deux superpuissances.

127. Les événements de l'année en cours attestent que la réalisation des droits et des aspirations des peuples se heurtent à de nombreux obstacles et à maintes difficultés. Non seulement les conflits et les désaccords antérieurs ne sont pas résolus, mais on voit s'y ajouter de nouveaux foyers de tension et de guerre, comme en témoignent les derniers événements de Chypre.

128. Les Etats-Unis et l'Union soviétique, à la fois en rivalisant entre eux et en collaborant, cherchent à maintenir le *statu quo* là où ils ont déjà partagé les zones d'influence, à établir un équilibre acceptable pour eux dans les zones où ils ne sont pas encore parvenus à le faire, et à étendre leur expansion politique, économique, militaire et idéologique.

129. Ces deux superpuissances fondent toute leur politique d'hégémonie sur la force des armes, sur les pressions, les ingérences dans les affaires intérieures, les intrigues et les complots. Elles parlent beaucoup du non-recours à la force dans les relations internationales et elles en ont fait le leitmotiv d'un bon nombre d'accords et d'actes officiels; elles parlent de désarmement, mais, en fait, elles poursuivent la course aux armements; elles se livrent continuellement à des manœuvres militaires et à des démonstrations de force à proximité des frontières et des côtes d'autres pays; elles renforcent leurs blocs agressifs et cherchent à arracher des ports et des bases militaires à d'autres Etats. Leurs flottes militaires sillonnent comme des monstres la Méditerranée et l'océan Indien, d'autres mers et océans, en menaçant sérieusement la liberté et l'indépendance des pays indépendants riverains. Les deux superpuissances s'efforcent avec cynisme de s'arroger le droit d'avoir les mains libres et d'être présentes partout dans le monde, de passer librement partout et quand bon leur semble. Les milieux dirigeants américains et les chefs du Pentagone déclarent ouvertement que les Etats-Unis ne peuvent admettre des réductions dans leur budget de défense, car ils doivent demeurer une puissance militaire de premier plan et leur potentiel doit être supérieur à celui de tous les autres.

130. D'autre part, les dirigeants soviétiques, leurs maréchaux et amiraux, avec leur mot d'ordre de la "défense des intérêts nationaux de l'Union soviétique" et de "son rôle politique en tant que puissance mondiale", ne cachent pas que leur pays doit renforcer sa puissance militaire et l'employer comme un moyen diplomatique d'intimidation et de dissuasion.

131. Les deux superpuissances ont érigé la diplomatie secrète en système. Les rencontres au sommet entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et les accords secrets qu'ils ont conclus entre eux, y compris ceux de juillet de l'année en cours, continuent de jeter une ombre sinistre sur le monde. De pair avec les profondes contradictions qui les opposent, elles ont renforcé encore davantage leur collaboration hégémoniste.

132. En dépit du grand bruit qui est mené pour créer l'impression que l'Europe est à la veille de devenir une région de paix et de tranquillité, il existe en vérité dans ce continent une tension réelle et maintes contradictions; il y demeure un bon nombre de problèmes qui n'ont pas encore trouvé de solution. Ici s'entrecroisent les intérêts et les visées hégémonistes des deux superpuissances, qui veulent à tout prix imposer à l'Europe un partage complet en zones d'influence.

133. Ces derniers temps, les Etats-Unis ont fait ouvertement pression sur leurs alliés d'Europe occidentale pour que ceux-ci freinent leur tendance à agir en dehors de la direction et du contrôle américains. La Conférence de Washington sur les problèmes de l'énergie, les réunions pour l'approbation de la Déclaration d'Ottawa, etc., constituent des cas typiques de l'obstination et de l'arrogance des Etats-Unis dans leurs efforts pour contraindre leurs partenaires à se montrer obéissants et à accepter l'hégémonie américaine. L'Union soviétique également, de son côté, à travers le Traité de Varsovie et le Conseil d'assistance économique mutuelle, a intensifié ses efforts pour réaliser la complète intégration économique, politique et militaire des pays de sa zone d'influence. Elle vise à limiter encore davantage leur indépendance et leur souveraineté et à les transformer graduellement, l'un après l'autre, en une sorte de républiques fédérées.

134. Depuis longtemps, l'Union soviétique et les Etats-Unis vantent les "bienfaits" que la réalisation de leurs projets sur la prétendue sécurité européenne apporterait aux peuples d'Europe. Mais derrière ces projets se cachent les visées des deux superpuissances tendant à légaliser le *statu quo* et à consolider leur sphère d'influence en Europe, ce qui est en opposition avec les intérêts véritables des peuples européens et de la paix sur ce continent. La République populaire d'Albanie s'est résolument opposée à cette sorte de sécurité, car celle-ci ne tendrait qu'à accroître l'insécurité en Europe.

135. Pour réaliser les objectifs précités, les deux superpuissances organisèrent à grand bruit et avec force promesses la Conférence sur la prétendue sécurité européenne. Mais, dès maintenant, il apparaît que, malgré les manœuvres et les pressions auxquelles elles ont eu recours, elles n'obtiennent pas les résultats escomptés. Les longueurs et les interruptions continuelles de la Conférence témoignent qu'elle est le siège de nombreuses contradictions. Un bon nombre de gouvernements ont même éprouvé une profonde désillusion, et leur intérêt pour les négociations de Genève est en baisse.

136. Aux entretiens de Vienne sur la prétendue réduction mutuelle des forces militaires et des armements et autres mesures connexes en Europe centrale,

les deux superpuissances cherchent à tomber d'accord sur le nombre des troupes et la quantité des armements qu'elles doivent maintenir en Europe pour appuyer leur politique hégémoniste. Les peuples d'Europe n'ont que faire d'une réduction symbolique des forces américaines et soviétiques; ils veulent leur évacuation totale des pays où elles sont stationnées. La pratique prouve que ces entretiens sont une mystification. En un temps où l'on parle de paix et de stabilité en Europe et de réduction des forces et des armements, les Etats-Unis et l'Union soviétique intensifient leur course aux armements et accroissent leurs arsenaux de guerre en Europe, brandissent constamment leurs armes, font pression sur certains pays d'Europe pour que ceux-ci mettent à leur disposition leur territoire et leur espace aérien afin qu'ils y concentrent ou y fassent évoluer leurs forces militaires; enfin, sous le couvert de visites "amicales", ils cherchent à établir leurs flottes de guerre dans les ports de ces pays. Pendant qu'on discute à Genève et à Vienne, l'Union soviétique envoie divisions sur divisions en Europe orientale, se livre sans arrêt à des manœuvres et à des mouvements de troupes, crée de nouveaux commandements et postes de commandement, etc.

137. Et pourquoi tout cela se produit-il ? Serait-ce parce que les peuples européens ne peuvent pas vivre sans la tutelle américaine et soviétique ? Non, les peuples d'Europe veulent être libres et souverains. Aussi est-il important pour eux d'accroître leur vigilance et de ne pas se faire d'illusions sur la politique des deux superpuissances. Les peuples européens ne peuvent pas attendre leur sécurité des deux superpuissances, ils ne l'obtiendront que grâce à une lutte persévérante contre les ennemis de la paix et de la sécurité en Europe.

138. Cette année, la politique expansionniste des deux superpuissances a créé des situations épineuses dans divers points de la région des Balkans et de la Méditerranée. Cela a amené un nouvel accroissement de la tension dans cette région et en Europe.

139. Les événements douloureux qui se sont produits dernièrement tout près des Balkans, dans l'île de Chypre, en même temps que les conséquences et les complications dangereuses et regrettables qui les ont accompagnées, ont montré les maux qui peuvent être apportés aux peuples balkaniques par la politique hégémoniste des Etats-Unis et de l'Union soviétique, qui ourdissent des intrigues, créent des problèmes à dessein, suscitent et attisent l'hostilité entre les peuples et les Etats pour réaliser leurs propres desseins. Ils fournissent la meilleure preuve du bien-fondé des paroles du dirigeant du peuple albanais, le camarade Enver Hoxha, qui a dit :

"Les Balkans n'ont jamais été une poudrière par eux-mêmes. Ils l'ont été dans le passé par la faute des étrangers, qui disposaient de tous les détonateurs. Et ils veulent qu'il en soit ainsi aujourd'hui encore. Il est du devoir des peuples des Balkans de leur couper avec l'épée toutes les mèches, afin que la paix et la sécurité soient véritablement établies dans les Balkans."

140. Nous estimons qu'on peut servir la paix et la stabilité dans les Balkans, la défense des intérêts nationaux, en développant les liens d'amitié entre les



peuples balkaniques, en édifiant des relations de bon voisinage entre les Etats de cette région du monde et en demeurant fermes face aux tentatives des deux superpuissances qui cherchent à y pénétrer aussi profondément que possible sur les plans politique et économique, à assurer des bases militaires et des voies de passage à leurs troupes. "L'amitié" que l'une ou l'autre des deux superpuissances offre à tel ou tel pays balkanique est lourde de conséquences dangereuses pour sa liberté et son indépendance et pour la paix dans les Balkans.

141. Ce qui se produit aujourd'hui à Chypre est indissociable des convoitises des puissances impérialistes, et, en premier lieu, des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Les impérialistes américains ont organisé les événements sanglants de Chypre; ils ont jeté son peuple dans la guerre fratricide afin de faire de ce pays une base de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Ils ont voulu et veulent toujours avoir dans l'île de Chypre un point d'appui pour leur agression et leur expansion dans la Méditerranée, au Proche-Orient et dans d'autres régions.

142. Les social-impérialistes soviétiques, qui ont des visées hégémonistes connues dans la Méditerranée et au Proche-Orient se sont hâtés de mettre aussitôt à profit la situation trouble créée à Chypre et à se chauffer les mains au feu qui y a été allumé. A entendre les déclarations du Gouvernement soviétique, on dirait qu'il est le défenseur le plus sincère et le plus ardent des intérêts du peuple de Chypre, de la paix et de la tranquillité dans l'île, mais les social-impérialistes soviétiques ne peuvent cacher leurs véritables desseins et leur rôle hypocrite dans les événements de Chypre. L'Union soviétique attise les querelles et les divisions. Son principal souci est de mettre à profit les situations pour créer des bases pour ses navires de guerre, pour pénétrer plus profondément dans la Méditerranée, dans l'Adriatique et dans d'autres régions du monde, pour réaliser ainsi un ancien rêve de la Russie tsariste. C'est à cette fin que tendent aussi ses efforts pour s'arroger les pleins pouvoirs d'Etat garant de l'indépendance de Chypre et pour convoquer une conférence internationale sur Chypre, efforts qui sont tout aussi dangereux pour la juste solution du problème, pour la paix et la stabilité à Chypre, que les diverses manœuvres et offres des Etats-Unis.

143. Le peuple albanais, qui nourrit des sentiments d'amitié pour les peuples de Chypre, de la Grèce et de la Turquie et qui est sincèrement intéressé à une paix et à une sécurité véritables dans les Balkans et dans la Méditerranée, est contre toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures du peuple de Chypre et contre toute action qui complique encore davantage la situation dans ce pays. Les intérêts du peuple chypriote exigent en premier lieu que prennent fin l'ingérence des Etats-Unis et de l'Union soviétique dans les affaires intérieures de ce pays, ainsi que leurs tentatives de mettre à profit la situation qui y a été créée pour appliquer leurs plans agressifs dans la zone de la Méditerranée orientale.

144. Chypre doit être libre et indépendante, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Chypre doivent être respectées. Les communautés grecque et turque doivent résoudre elles-mêmes leurs problèmes, sans ingérence étrangère,

sur la base de la garantie de leur coexistence, dans l'égalité des droits, dans une compréhension et une harmonie parfaites, comme l'exigent leurs intérêts communs.

145. Les événements de Chypre montrent encore plus clairement le grand danger que constitue pour tous les peuples et les Etats de cette région du monde la présence des bases et des flottes militaires américaines et soviétiques dans la Méditerranée. Aujourd'hui il est encore plus indispensable et urgent que les peuples et les pays méditerranéens agissent résolument pour contraindre les Etats-Unis et l'Union soviétique à retirer leurs flottes de guerre de la Méditerranée.

146. Nous saluons les efforts et la résolution des peuples arabes pour réaliser leurs hautes aspirations nationales. Dans la guerre d'octobre contre les agresseurs sionistes israéliens, ils ont remporté une victoire importante. Au cours de cette guerre se sont manifestés comme jamais auparavant l'héroïsme et la vitalité des peuples arabes, leur force et leur unité combattante; il a été démontré que les peuples arabes sont en mesure de vaincre l'agresseur sur le champ de bataille et que la clef de la réalisation de leurs revendications légitimes se trouve entre leurs mains.

147. Les Etats-Unis et l'Union soviétique s'efforcent de donner l'impression que de grands changements sont intervenus dans cette région et que, sous leur patronage, le problème du Proche-Orient trouvera une solution. Mais la réalité réfute ces allégations. Aucune des causes de la situation tendue et explosive au Proche-Orient n'a été éliminée. Le danger de nouvelles agressions de la part d'Israël contre les pays arabes est toujours réel. Les sionistes israéliens, qui demeurent dans les territoires arabes occupés, renouvellent, comme auparavant, leurs prétentions agressives et annexionnistes; ils menacent les peuples arabes et se livrent à des provocations continuelles. Tous les événements qui se sont déroulés après la guerre d'octobre, l'intensification de la rivalité et de la collaboration soviéto-américaine dans cette région du monde, les nouvelles tactiques et machinations de la diplomatie de Washington et de Moscou témoignent que les deux superpuissances veulent à tout prix réaliser leurs anciens objectifs au Proche-Orient, transformer les solutions partielles en un *statu quo* permanent, scinder l'unité arabe et refuser au peuple palestinien ses droits nationaux légitimes.

148. Dans ces conditions, il apparaît clairement que le problème du Proche-Orient n'a pas été acheminé dans la voie de sa véritable solution. On ne peut construire la paix au Proche-Orient en sacrifiant les droits des peuples arabes. On ne peut résoudre le problème du Proche-Orient en sacrifiant tout un peuple, le peuple palestinien. Il faut rétablir pleinement le peuple palestinien, qui se bat avec héroïsme depuis des années, dans tous ses droits nationaux qui lui ont été ravis. La République populaire d'Albanie et le peuple albanais ont appuyé et ils appuieront toujours puissamment la juste lutte des peuples arabes frères et du peuple palestinien contre l'agression impérialiste-sioniste pour que leurs droits souverains soient pleinement rétablis.

149. La situation en Indochine demeure inquiétante. Le peuple albanais et son gouvernement dénoncent

fermement la poursuite de la politique agressive de l'impérialisme américain contre le peuple vietnamien et de son engagement militaire au Viet-Nam du Sud ainsi que les provocations systématiques de la clique de Saïgon contre les zones libérées, et les crimes barbares qu'ils perpètrent contre la population du Viet-Nam du Sud. Ils soutiennent la lutte du peuple vietnamien pour la pleine réalisation de ses hautes aspirations nationales et les justes prises de positions et demandes du Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam et du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Viet-Nam du Sud pour que soit rigoureusement respecté l'accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Viet-Nam. Le Gouvernement révolutionnaire provisoire est le seul représentant authentique de la volonté et des intérêts du peuple du Viet-Nam du Sud et il a seul le droit de parler en son nom. Les attitudes discriminatoires à l'égard de ce gouvernement que les Etats-Unis ont imposé à certaines instances internationales doivent être rejetées et prendre fin. Les Etats-Unis doivent cesser toute ingérence dans les affaires intérieures du peuple vietnamien.

150. Au Cambodge, les Etats-Unis, avec leurs aides économiques et militaires, s'efforcent de maintenir sur pied la clique de Lon Nol, qui s'est tapie à Phnom-Penh et dans quelques autres villes, entourée par la lutte de libération et la haine du peuple cambodgien.

151. Le peuple cambodgien, fermement décidé à mener jusqu'au bout sa lutte armée populaire, a rejeté les offres trompeuses de la clique de Phnom-Penh pour un cessez-le-feu, ainsi que les complots pour des "négociations pacifiques", ourdis par les Etats-Unis et que l'Union soviétique également s'emploie à voir réaliser. Pour que la paix soit instaurée au Cambodge, il faut que les Etats-Unis mettent fin immédiatement à leur agression criminelle contre le peuple cambodgien et à toute ingérence dans ses affaires intérieures, qu'ils cessent toute aide aux fantoches de Phnom-Penh et laissent le peuple cambodgien libre de régler lui-même ses affaires.

152. Le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, avec à sa tête le chef de l'Etat, Samdech Norodom Sihanouk, est le seul gouvernement légal du Cambodge. Il s'est affirmé en tant que tel dans le pays et dans l'arène internationale. Il est seul investi du droit et des attributions nécessaires pour représenter le pays dans les relations extérieures et dans les organisations internationales. L'Albanie et 32 autres pays, dès l'année dernière, ont présenté un projet de résolution<sup>5</sup> qui demande qu'il soit mis fin à une grave injustice qui est faite au peuple cambodgien, que soient invités les représentants du gouvernement royal d'union nationale à occuper leur place légitime ici à l'ONU et dans les autres organisations qui s'y rattachent et qu'en soit exclue la clique de Phnom-Penh qui ne représente rien. Nous espérons que la plupart des Etats Membres, agissant en conformité du droit et de la réalité des choses, feront en sorte que l'Assemblée générale mette fin à cette situation anormale et que le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge soit rétabli dans ses droits légitimes à l'ONU.

153. L'Assemblée générale doit également prendre sans délai la décision de faire évacuer toutes les troupes concentrées en Corée du Sud sous le drapeau de

l'Organisation des Nations Unies, afin de mettre ainsi un terme à une intervention ouverte dans les affaires intérieures du peuple coréen. Le maintien ultérieur des troupes américaines en Corée du Sud accroît la tension dans la péninsule coréenne. Les Etats-Unis ont imposé arbitrairement la division de la Corée en deux parties. Ils soutiennent et encouragent constamment le régime fantoche de Séoul à opprimer le peuple de la Corée du Sud et à entreprendre des provocations incessantes contre la République populaire démocratique de Corée. Le peuple coréen demande depuis longtemps que les troupes étrangères quittent au plus tôt son territoire et il lutte pour la réalisation de sa haute aspiration nationale, la réunification de la patrie.

154. Nous soutenons les efforts constructifs du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée dans le sens d'une solution indépendante du problème coréen. La République populaire d'Albanie rejette la continuation de la couverture des troupes agressives américaines en Corée du Sud sous le drapeau de l'ONU. Les troupes américaines doivent évacuer la Corée du Sud et le peuple coréen doit être laissé libre de régler lui-même ses affaires, sans aucune intervention de l'extérieur. Nous dénonçons les complots qui visent à perpétuer la division de la Corée en deux parties.

155. La délégation albanaise estime que l'adoption du projet de résolution contenu dans le document A/9703/Add.3 par la présente session de l'Assemblée générale mettrait fin à l'attitude inadmissible que l'Organisation des Nations Unies observe depuis de nombreuses années à l'égard du peuple coréen, liquiderait un des principaux obstacles dans la voie de la réunification indépendante de la Corée et contribuerait à réduire la tension dans la péninsule coréenne.

156. Le peuple albanais et son gouvernement ont été et seront toujours solidaires de la juste lutte que mènent les peuples d'Angola, de Mozambique, d'Azanie, de Namibie, de Porto Rico, d'Irlande du Nord, etc. pour leur liberté, leur indépendance et la libération nationale contre le colonialisme, le néo-colonialisme, la discrimination raciale de l'*apartheid*. Ils saluent de tout cœur le peuple de la Guinée-Bissau qui a couronné par sa victoire sa longue lutte de nombreuses années contre les colonisateurs portugais. Nous souhaitons la bienvenue à la République de Guinée-Bissau, jeune Etat indépendant, au sein de l'ONU et nous souhaitons que les peuples de l'Angola et du Mozambique réalisent également au plus tôt les objectifs de leur lutte de libération. Les victoires de la lutte de libération de ces peuples témoignent une fois de plus que l'abolition de l'odieux système colonial est un processus historique inévitable. L'Albanie soutiendra fermement la lutte des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine contre l'impérialisme et l'hégémonie, contre la rapine et l'exploitation par les monopoles capitalistes étrangers, pour la conquête et la sauvegarde de leurs droits, pour le renforcement de leur souveraineté d'Etat.

157. Monsieur le Président, le peuple albanais célébrera prochainement le glorieux 30<sup>e</sup> anniversaire de la libération de l'Albanie et du triomphe de la révolution populaire. La libération de l'Albanie du joug étranger nazi-fasciste, le 29 novembre 1944, en

tant que résultat de la lutte héroïque du peuple albanais tout entier, est la plus grande victoire de son histoire.

158. Au cours de ces trois décennies, en dépit du grand retard hérité du passé, des conditions très difficiles créées par les divers ennemis impérialistes et révisionnistes, le peuple albanais, guidé par son parti du travail, avec à sa tête le dirigeant bien-aimé, le camarade Enver Hoxha, a tenu tête avec succès à toutes les tempêtes; il a surmonté de nombreux obstacles et difficultés et il a avancé constamment avec résolution dans la voie du socialisme.

159. S'appuyant en premier lieu sur ses propres forces, grâce à son travail plein d'abnégation, notre peuple a réalisé des transformations radicales dans tous les domaines de la vie et a totalement changé le visage du pays. L'Albanie, de pays agricole arriéré qu'elle était, tend maintenant à se transformer rapidement en un pays industriel-agricole. La production industrielle globale en Albanie est aujourd'hui 86 fois celle de 1938 et 3,5 fois supérieure à celle de 1960. Notre industrie fournit aujourd'hui en 4 jours une production égale à celle de toute l'année 1938. La production agricole globale est environ 4 fois supérieure à celle d'avant la libération. Sous le pouvoir populaire, le revenu national a augmenté de 11 fois. L'Albanie est un pays où désormais a été réalisée l'électrification totale de la campagne; toutes les sortes d'impôts et de taxes directes qui frappaient la population ont été abolies et les services sanitaires et médicaux sont gratuits. L'enseignement, la culture et la science ont pris un essor incomparable avec le passé et une personne sur trois va à l'école.

160. La République populaire d'Albanie n'a cessé de poursuivre avec résolution et persévérance une politique étrangère de principe. La politique étrangère de l'Albanie socialiste a été et reste claire : la défense de la liberté et de l'indépendance nationale. Elle a toujours été et elle demeure au service de la grande cause des peuples et des pays qui luttent pour conquérir et défendre leur indépendance et leur souveraineté nationale, pour l'autodétermination et l'établissement d'une coopération internationale vraiment fondée sur l'égalité. Grâce à cette juste politique, la position internationale de l'Albanie n'a cessé de se renforcer. L'Albanie a aujourd'hui des amis sincères dans tous les continents. Les relations d'indéfectible amitié combattante et d'étroite collaboration fraternelle entre la République populaire d'Albanie et la République populaire de Chine se renforcent et se cimentent de jour en jour. La République populaire d'Albanie entretient des relations amicales avec un grand nombre de pays; elle entretient des relations diplomatiques normales avec 66 Etats et elle est prête à établir de telles relations avec d'autres pays épris de paix et de liberté, sur la base des principes connus du respect réciproque, de l'égalité souveraine, de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun et de l'avantage mutuel.

161. La République populaire d'Albanie sera, à l'avenir également, un combattant résolu contre l'impérialisme et le social-impérialisme; elle demeurera un facteur de paix et de stabilité dans les Balkans et en Europe; elle apportera sa contribution à la défense de la cause des peuples, de la paix et de la sécurité générale.

162. M. NAFFAH (Liban) [*interprétation de l'arabe*] : Il m'est particulièrement agréable, Monsieur le Président, de vous exprimer mes félicitations les plus chaleureuses pour votre élection aux éminentes fonctions de président de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Qu'il me soit permis de rappeler, à cette occasion, les liens fraternels qui unissent le Liban et l'Algérie et qui ont marqué de leur empreinte notre lutte commune pour la défense de nos causes nationales, ainsi que l'action concertée que nous menons afin que les relations internationales soient fondées sur les principes de l'égalité, du droit et de la justice. L'expression de confiance unanime qui vous a porté à la présidence est un nouvel hommage rendu à vos exceptionnelles qualités, à votre dynamisme et à votre efficacité.

163. J'aimerais également exprimer toute mon estime à votre prédécesseur, M. Benites, qui a présidé avec tant de compétence et de mérite la dernière session ordinaire de l'Assemblée générale, ainsi que la sixième session extraordinaire. Ce n'est d'autant plus agréable que M. Benites appartient à un pays et à une région du monde avec lesquels le Liban entretient les liens d'une étroite amitié traditionnelle.

164. Enfin, j'aimerais également rendre hommage au Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, pour les efforts constants qu'il déploie au service de la paix mondiale et pour le renforcement de la coopération internationale.

165. Si nous passons en revue les développements qui ont eu lieu depuis la dernière session, nous trouverons quelques motifs d'optimisme : la poursuite du dialogue entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, ainsi que la réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe sont de nature à accroître les chances de la détente sur le plan international. La séparation des forces entre Israël d'une part, l'Egypte et la Syrie d'autre part, constitue un premier pas vers la recherche d'une solution juste et globale du problème du Moyen-Orient. La stabilité qui s'instaure dans l'Asie du Sud met un terme à un conflit qui avait éclaté entre des pays auxquels nous unissent les meilleures relations. L'évolution positive de la situation en Afrique et l'adoption par le Portugal d'une nouvelle politique libérale vis-à-vis de ses colonies et du monde extérieur annonce l'avènement d'une ère nouvelle qui, nous l'espérons, mettra fin à une longue et sombre période de colonialisme et d'exploitation. L'adhésion de trois nouveaux Etats à notre organisation, à savoir le Bangladesh, la Guinée-Bissau et la Grenade, que nous accueillons très chaleureusement, élargit les assises de l'Organisation des Nations Unies et raffermi notre espoir de la voir bientôt atteindre à la représentativité universelle.

166. Cependant, certains problèmes ne cessent de figurer à l'ordre du jour depuis 1946, sans pour autant déboucher sur une solution positive et concrète. Nous citerons à titre d'exemple, en premier lieu, les questions relatives au désarmement. Que de fois n'avons-nous pas mis en garde contre les conséquences néfastes découlant de la course aux armements, du stockage massif des armes et du perfectionnement d'engins de destruction massive ! Si l'Organisation des Nations Unies a réussi à élaborer un certain nombre de conventions internationales tendant à interdire les essais, la prolifération et le stockage de

ces armes, il faut toutefois reconnaître que le chemin à parcourir pour atteindre le but ultime est encore long et difficile. Les efforts communs conjugués dans ce sens ont besoin, pour être intensifiés, de l'appui de tous les Etats Membres et surtout de celui des membres permanents du Conseil de sécurité. Dans le cadre des initiatives internationales prises à cet effet, nous espérons qu'un accord sera bientôt conclu sur l'interdiction des armes chimiques ainsi que sur l'interdiction de toutes les armes nucléaires, en attendant que le problème du désarmement soit débattu dans son ensemble dans le cadre de la prochaine conférence mondiale. Nous souhaitons également qu'un accord se réalise sur la dénucléarisation de la région du Moyen-Orient.

167. Il n'est pas dans mes intentions d'établir un inventaire détaillé des événements qui suscitent chez nous des sentiments de déception et d'angoisse. Je me bornerai à en citer quelques exemples. Tout d'abord, la situation en Afrique australe, où sévit la politique de l'*apartheid* qui continue à bafouer les règles morales et humaines les plus élémentaires, défiant la conscience universelle et les condamnations réitérées des Nations Unies.

168. La situation actuelle à Chypre, où des événements tragiques viennent à nouveau de se produire, en dépit des efforts que déploient les Nations Unies par l'intermédiaire du Secrétaire général et de la force d'urgence internationale, suscite les plus vives inquiétudes. Nous espérons vivement que les efforts déployés actuellement permettront de rétablir la paix et la stabilité à Chypre, et en garantiront l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale.

169. Le problème du Moyen-Orient continue d'être une source d'inquiétude et d'angoisse, et constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. La présente session de l'Assemblée générale est appelée aujourd'hui à s'attaquer au fond du problème de Palestine afin de garantir les droits inaliénables du peuple palestinien. Toute recherche d'une solution juste et durable doit prendre en considération certaines vérités fondamentales que l'on ne saurait méconnaître.

170. Premièrement, Israël a chassé par la force le peuple palestinien de sa patrie et l'a obligé à se disperser entre plusieurs pays.

171. Deuxièmement, les quatre guerres dont la région a été le théâtre depuis 1948 ont eu pour cause la Palestine. La tension qui persiste au Moyen-Orient a pour source la méconnaissance des droits du peuple palestinien et l'hésitation de la communauté internationale à reconnaître expressément ces droits et à permettre au peuple palestinien de les exercer d'une manière effective, en dépit des principes de la Charte des Nations Unies.

172. Troisièmement, tout règlement du conflit du Moyen-Orient qui ne respecterait pas les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et n'assurerait pas la réalisation de ses aspirations nationales ne peut en aucun cas conduire à une paix durable dans la région.

173. Le Liban a exprimé à maintes reprises sa position à ce sujet, notamment au lendemain de l'adoption, par le Conseil de sécurité, de la résolution 338 (1973). Je réaffirme ici une nouvelle fois que le problème du peuple palestinien n'est pas seulement

un problème humanitaire, mais qu'il constitue avant tout un problème politique. Hésiter à reconnaître ce fait, recourir à une politique d'attribution ou de manœuvres pour ne pas faire face à cette réalité, c'est provoquer inéluctablement de nouveaux développements qui ne serviraient nullement la cause de la paix.

174. Israël méconnaît ces vérités. Il continue à bafouer et défier les condamnations et les résolutions émanant de la communauté internationale. Pendant les derniers mois, le peuple palestinien a été la victime d'une nouvelle forme de guerre d'extermination. Les forces israéliennes attaquent les camps des Palestiniens, en détruisent les abris, tuent hommes, femmes et enfants, poursuivant leur politique préméditée visant à semer la terreur et à disperser la population. Dans le passé, Israël prenant pour prétexte les actes des fedayin. Aujourd'hui, il ne se donne plus la peine d'invoquer ces prétextes fallacieux; il entreprend des actions dites préventives dans le seul but d'élargir le conflit et de l'aggraver. C'est ainsi que les forces d'Israël poursuivent sans cesse leurs agressions contre le territoire libanais et son espace aérien, entraînant de lourdes pertes humaines et matérielles, particulièrement dans le sud du pays, violant ainsi les principes de la Charte et du droit international, ainsi que les dispositions de l'armistice intervenu entre le Liban et Israël en 1949, et dont l'application est supervisée par les Nations Unies.

175. Il apparaît ainsi, à notre plus vif regret, que les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au cours de ces dernières années et comportant à l'égard d'Israël des condamnations et des mises en demeure réitérées, n'ont pas dépassé, quant à leurs effets, un stade purement formel, favorisant ainsi la consécration de la logique de la force et le règne de la loi de la jungle là où auraient dû s'imposer l'ordre et le respect de la loi.

176. Face à cette situation déplorable, nous nous trouvons amenés à nous interroger sur le rôle des Nations Unies, sur l'utilité des garanties prévues par la Charte par rapport aux Etats Membres, et plus particulièrement par rapport aux petits pays qui considèrent l'Organisation comme devant être à la fois un bouclier et un bastion derrière lesquels leur indépendance et leur sécurité devraient être protégées.

177. La Charte énumère expressément les moyens de faire respecter l'autorité internationale et de donner effet aux recommandations et résolutions adoptées par l'Organisation. Le moment n'est-il pas venu d'appliquer les dispositions du Chapitre VII de la Charte? Se conformant aux décisions prises par la dernière Conférence des chefs d'Etat arabes ainsi que par le cinquième Congrès islamique, le Liban considère que le Conseil de sécurité devrait appliquer à l'encontre d'Israël les sanctions prévues au Chapitre VII, afin qu'un terme soit mis à ses agressions répétées contre le peuple et le territoire libanais. Nous le demandons par attachement aux Nations Unies et parce que nous désirons que notre organisation soit forte. Nous nous refusons à admettre son inefficacité. Nous voulons qu'elle demeure et qu'elle soit capable de réaliser ses objectifs essentiels et de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent.

178. Par ailleurs, le Liban estime qu'aucune solution ne peut être apportée au problème du Moyen-Orient



sans le retrait total des forces israéliennes des territoires arabes qu'elles occupent depuis juin 1967 et sans la reconnaissance des droits nationaux et politiques du peuple palestinien.

179. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la communauté internationale n'a pas connu de crise économique aussi aiguë que celle qu'elle traverse actuellement et qui risque d'avoir des conséquences désastreuses pour l'ensemble de l'humanité. Mais, d'un autre côté, et pendant la même période de temps, les appels à la concertation et à la coopération n'ont jamais été aussi fréquents et aussi pressants.

180. La sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui s'est tenue en avril dernier, grâce à l'heureuse initiative du président Boumediène, a mis tout spécialement l'accent sur les problèmes du développement ainsi que sur la coopération économique internationale, rendue nécessaire par suite des transformations profondes intervenues dans les relations internationales contemporaines.

181. Les problèmes économiques et monétaires qui se posent aujourd'hui n'ont pas été engendrés par la guerre d'octobre et n'ont pas été provoqués non plus par les restrictions appliquées à la production du pétrole ou par le renchérissement de ses prix. Ces problèmes sont des problèmes chroniques et anciens. Ils sont antérieurs à la guerre d'octobre. Ils se posent au monde depuis de nombreuses années. La crise du pétrole n'a fait qu'en révéler l'ampleur et la gravité.

182. Les Etats arabes font face à des problèmes urgents de développement économique et social. Ils s'efforcent de les résoudre de leur mieux afin d'assurer à leurs peuples une vie meilleure et de réduire l'écart qui les sépare des peuples développés. Malgré ces responsabilités historiques qui leur incombent, ces pays demeurent néanmoins attentifs aux appels qui leur sont adressés et examinent dans un esprit de coopération et de compréhension la situation économique mondiale ainsi que les intérêts des pays en développement. Ces préoccupations se sont traduites dans les faits par des décisions et des actions concrètes.

183. Nous sommes convaincus que le déséquilibre économique actuel et la détérioration des monnaies sont le résultat de l'ordre économique international qui prévaut actuellement et qui, n'étant plus conforme aux exigences de notre époque, devrait être révisé dans ses fondements mêmes.

184. La sixième session extraordinaire a adopté les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI), qui reflètent clairement les problèmes et les préoccupations économiques présents et définissent les bases sur lesquelles devrait être fondé l'ordre économique nouveau.

185. Il est vrai que les actions nécessaires à l'instauration de cet ordre ont à peine commencé, mais il est encourageant de constater que les consultations et les négociations tendant à assurer plus de justice et d'égalité dans les échanges internationaux ont été extrêmement actives pendant l'année qui vient de s'écouler. Je citerai à titre d'exemple les négociations concernant la réforme du système monétaire international, les efforts déployés en vue de reconsidérer le GATT, la nouvelle orientation qui s'affirme

à la Banque mondiale en vue d'accroître les ressources consacrées au développement et d'intensifier l'assistance technique multilatérale.

186. Je voudrais aussi souligner l'importance du dialogue euro-arabe et affirmer au nom de mon gouvernement ainsi qu'au nom de tous les autres gouvernements arabes, compte tenu du fait que le Liban assure la présidence de l'actuelle session de la Ligue des Etats arabes, notre détermination à rendre ce dialogue constructif, utile pour toutes les parties et bénéfique pour leurs intérêts mutuels.

187. Par ailleurs, nous espérons que la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer aboutira à l'élaboration d'un nouveau document international réglementant les relations maritimes entre Etats et assurant les moyens les plus adéquats pour l'exploitation des ressources maritimes dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Nous espérons aussi que la Conférence mondiale de l'alimentation et la Conférence mondiale sur la population permettront de mettre au point un plan d'action susceptible d'apporter une contribution positive aux travaux de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui a été prévue à la précédente session [*résolution 3172 (XXVIII)*].

188. A cette occasion, je voudrais souligner que le Gouvernement libanais se félicite du fait que le groupe de travail chargé de préparer la charte des droits et devoirs économiques des Etats a mis ce projet dans sa forme finale au cours des réunions qu'il a tenues cette année à Genève et à Mexico. En formulant l'espoir que l'Assemblée générale adoptera ce projet au cours de sa session actuelle, je voudrais profiter de l'occasion qui m'est offerte pour rendre hommage à M. Echeverría, président du Mexique, à qui revient le mérite d'avoir pris cette initiative lors de la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

189. La Commission économique pour l'Asie occidentale, dont la création a été décidée par le Conseil économique et social au cours de sa cinquante-cinquième session [*résolution 1818 (LV)*], sur la base d'un projet présenté par la délégation libanaise, a tenu à Beyrouth deux sessions aux mois de juin et de septembre de cette année.

190. Par l'établissement de cette commission, la région du Moyen-Orient a recouvré des droits naturels dont elle avait été privée pendant les deux dernières décennies. Ces réunions ont donné l'occasion aux pays concernés d'affirmer leur rôle international et d'exprimer leur désir de bénéficier des activités des Nations Unies dans les domaines du développement et de la coopération régionale. Le Gouvernement libanais, qui a établi les liens de collaboration les plus solides avec le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth pendant les 10 dernières années, exprime sa profonde satisfaction pour la création de cette commission. Il est convaincu que les actions qu'elle entreprendra seront bénéfiques pour les pays de la région et contribueront à la réalisation des objectifs des Nations Unies.

191. L'Organisation des Nations Unies est née des souffrances des générations précédentes et des aspirations des générations nouvelles à la paix et à la justice. En dépit de toutes les difficultés et malgré la déception

que l'on peut parfois éprouver quand on dresse le bilan des réalisations des Nations Unies, nous demeurons attachés à notre organisation, à ses objectifs et à ses principes fondamentaux. Le Liban apportera toujours, en ce qui le concerne, et dans la mesure de ses moyens modestes, sa contribution aux efforts de la communauté internationale pour la réalisation de ces buts et le maintien de cette orientation.

*La séance est levée à 13 h 30.*

---

## NOTES

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes*, point 3 de l'ordre du jour, document A/8160, par. 3.

<sup>2</sup> Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, 1781<sup>e</sup> séance*, par. 104.

<sup>3</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, deuxième session, Sessions plénières*, vol. II, 128<sup>e</sup> séance.

<sup>4</sup> *Ibid.*, vol. II, Annexes, annexe 33.

<sup>5</sup> *Ibid.*, vingt-huitième session, Annexes, point 106 de l'ordre du jour, document A/L.714.